Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

43 | 2011

L'ordre électoral : savoirs et pratiques

Geneviève MASSARD-GUILBAUD, ***Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914***, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p. ISBN : 978-2-7132-2237-5. 27 euros.

Michel Letté

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4189>

DOI : 10.4000/rh19.4189

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 13 novembre 2011

Pagination : 174-175

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Michel Letté, « Geneviève MASSARD-GUILBAUD, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010, 404 p. ISBN : 978-2-7132-2237-5. 27 euros. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 13 juillet 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4189> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4189>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Geneviève MASSARD-GUILBAUD,
***Histoire de la pollution
industrielle. France,
1789-1914***, Paris, Éditions de
l'EHESS, 2010, 404 p. ISBN :
978-2-7132-2237-5. 27 euros.

Michel Letté

- 1 La parution de ce livre était des plus attendue par les chercheurs en histoire environnementale. Synthèse remarquable de travaux engagés en vue d'une HDR soutenue en 2003 à l'EHESS, ses contenus étaient cependant bien connus des spécialistes, amplement cités au titre d'une incontournable référence toujours « à paraître » de l'histoire sociale.
- 2 L'objectif affiché est de cerner les pollutions du XIX^e siècle, dont les significations et le vocabulaire ont été forgés pour désigner un ensemble complexe de problèmes. Pour ce faire, l'ouvrage est organisé selon sept chapitres entre lesquels sont intercalés les exposés de cas singuliers de conflits, accompagnés parfois de quelques extraits d'archives. Le choix est judicieux. Il contribue à donner corps à la démonstration générale. Les fabricants d'acides Faure et Kessler à Clermont-Ferrand assurent ainsi la transition entre « Les nuisances industrielles en Révolution » et « Les citoyens face aux nuisances » ; le fabricant de plomb Figueroa à Marseille guide le lecteur vers « Les industriels, leurs voisins, leurs édiles » ; la confrontation des maraîchers nantais avec les entreprises Pilon, Buffet, Durand-Gosselin et Saint-Gobain mène aux « Médecins et ingénieurs face à la pollution industrielle » ; la pollution des cours d'eau du Nord, du Pas-de-Calais et de la Flandre belge ouvre sur la question « Pollution, dépollution, qu'en savait-on ? » ; la Compagnie des mines du Rio Tinto déversant en Méditerranée ses effluents déborde ensuite sur « Les savants et la nomenclature » ; enfin, l'usine Leblanc

et Cardinal à Nantes et son arsenic débouchent sur le dernier chapitre « Prescriptions et résistances ».

- 3 Partant de la genèse du décret de 1810 règlementant l'installation des établissements industriels, l'auteure commence par mettre un terme définitif à un mythe : celui qui faisait de cette législation le fondement d'une protection de l'environnement. Le tournant révolutionnaire n'est en effet pas celui que l'on pourrait croire. L'idée qui a longtemps prévalu d'une inefficacité de règlements chaotiques, archaïques et jugés trop nombreux avant la Révolution, est battue en brèche. L'auteure montre au contraire que l'inquiétude persistante à l'endroit des nuisances et de l'insalubrité était bien inscrite dans la réalité de mesures locales tout à fait pertinentes. À défaut de renoncer à l'activité incriminée, c'était alors l'éloignement de la source de la nuisance qui était préconisée. Sous couvert de rationalisation drastique d'une police sanitaire, l'administration passait cependant de préoccupations auparavant centrées sur la santé publique et l'ordre public au souci de protection d'une industrie naissante. Les contestataires étaient qualifiés tour à tour de voisins jaloux et pleins de préjugés, d'irrationnels ou de forcenés entravant la marche du progrès. Geneviève Massard-Guilbaud retrace ainsi l'atmosphère d'exaltation du passage, plein d'espoirs, de la transformation organique et putride des matières à la chimie minérale et corrosive, dominante et reine des savoirs.
- 4 Dans le prolongement des règlements napoléoniens, cette logique se renforce tout au long du XIX^e siècle, entretenue par de glorieux chimistes dont l'influence politique est à l'époque loin d'être négligeable. Elle visait à assurer les conditions les plus favorables à l'expansion industrielle, confrontée à la concurrence anglaise, puis plus tard allemande, mais aussi aux protestations croissantes des riverains.
- 5 Si dans ce contexte la protection des travailleurs et des populations tend à s'effacer au profit d'une industrie chimique conquérante, elle ne disparaît pas totalement. Elle restait toutefois confinée en arrière-plan. Les applications locales de la loi peuvent-elles dès lors se lire comme une protection des pollutions au nom des impératifs économiques de la Nation ? Elles disposaient en tout cas désormais d'un droit. Le décret de 1810 ne sera ainsi révisé que tardivement, et sans qu'en soit véritablement changé l'esprit. Ne pas trop entraver industrie, tel demeure dans le fond l'essentiel d'une justification de l'intervention publique, les industriels réclamant la modification d'une réglementation qu'ils jugeaient toujours plus contraignante.
- 6 Certes les plaignants se trouvaient dès lors enserrés dans un carcan administratif, qui rendait sans conteste difficile une issue favorable aux revendications locales. L'auteure montre cependant que la protection des travailleurs et la santé publique finissent par s'imposer à nouveau malgré tout, sous d'autres formes, en adéquation aussi avec l'évolution des sensibilités et la nature des pollutions industrielles. Il faudra plusieurs décennies avant que les médecins et les hygiénistes ne redeviennent des acteurs significatifs de la gestion administrative des nuisances et de leurs conséquences. Ici l'auteure réhabilite par exemple le travail des comités d'hygiène et de salubrité publique. Si leur rôle semble avoir été dans bien des cas insignifiant ou ambigu, voire un peu trop conciliant avec les autorités publiques, elle démontre aussi l'implication réelle de certains d'entre eux, et parfois leur capacité à intervenir dans le cours des affaires locales.
- 7 Au demeurant, le propos du livre n'est ni de dénoncer, ni de se focaliser sur les échecs, mais bien de cerner, à partir des pratiques administratives concrètes, les efforts

entrepris par des acteurs de plus en plus nombreux afin de réconcilier ce qui s'avère comme profondément contradictoire. Au terme de la lecture, on disposera assurément des éléments les plus solides de cette histoire passionnante, non pas tant finalement des nuisances industrielles elles-mêmes que celle de la régulation d'enjeux dissonants, et dont les pollutions sont les conséquences sanitaires et environnementales.